

# SECTION DISCIPLINAIRE

ANNÉE 2025-2026

**DECISION  
DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE COMPÉTENTE  
À L'ÉGARD DES USAGERS  
UVSQ/2026.01/n°03**

**Réunie le jeudi 15 janvier 2026**

**Affaire de Monsieur**

**Etaient présents :**

- Monsieur Stéphane VINIT, maître de conférences, président de la section disciplinaire,
- Madame Zoubida KEDAD, professeur des universités,
- Monsieur Laurent DUMAS, professeur des universités,
- Madame Johanne LEONSON, étudiante,
- Madame Keilyne SZULMAN, étudiante,
- Monsieur Nathan de LATAULADE, étudiant.

**Membres de la commission de discipline**

**Assistés lors des débats par :**

- Monsieur Lucien Kownacki, chargé des affaires juridiques, chargé des fonctions de secrétaire de séance.
- Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment son article 6 § 1<sup>er</sup> ;
- Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R.811-11, R.811-27, R811-28, R.811-28, R.811-29, R.811-36 et R.811-40 ;
- Vu la requête du 22 juillet 2025 par laquelle Monsieur le président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines a saisi la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers au cas de Monsieur \_\_\_\_\_ né le \_\_\_\_\_ étudiant en Master 1 Management des Achats et de la Qualité Fournisseurs à l'Institut supérieur de management (ISM-IAE) pour l'année universitaire 2024-2025, demeurant au \_\_\_\_\_), pour des faits de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'Université ;
- Vu la désignation de Madame Audrey AKNIN et de Monsieur Arsène LEROY en qualité de rapporteurs le 8 octobre 2025 ;

- Vu le rapport de la commission d'instruction remis le 8 décembre 2025 au Président de la section disciplinaire ;
- Vu l'ensemble des pièces versées au dossier ;

Le dossier disciplinaire et le rapport d'instruction ayant été tenus à la disposition des parties, de leur conseil et des membres de la section disciplinaire dix jours francs avant le jour fixé pour la séance d'examen de l'affaire.

Monsieur \_\_\_\_\_ dûment convoqué, s'étant présenté à la commission de discipline qui s'est tenue par visioconférence le jeudi 15 janvier 2026 à 15h15.

La commission de discipline délibérant valablement,

#### **APRES AVOIR ENTENDU :**

- ☞ Le rapport d'instruction
- ☞ Monsieur \_\_\_\_\_

#### **APRES EN AVOIR DELIBERÉ :**

Considérant que Monsieur \_\_\_\_\_ s'est présenté à la séance d'examen de l'affaire devant la commission de discipline usagers de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines le jeudi 15 janvier 2026 à 15h15 qui s'est tenue par visioconférence.

#### ***Sur la régularité des poursuites engagées par la section disciplinaire et des pièces du dossier :***

Considérant que, aux termes de l'article R.811-11 du code de l'éducation, « *relèvent du régime disciplinaire prévu aux articles R.811-10 à R.811-42 : « Tout usager de l'université lorsqu'il est auteur ou complice notamment : [...] 2° De tout fait de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'université »* »

Considérant que Monsieur \_\_\_\_\_ a reçu l'ensemble des pièces justificatives dès le déclenchement des poursuites disciplinaires ;

Considérant que Monsieur \_\_\_\_\_ n'a pas demandé à être entendu par les rapporteurs du dossier disciplinaire ;

Considérant que conformément aux droits de la défense, Monsieur \_\_\_\_\_ a pu faire part de ses observations écrites sur les pièces du dossier et à l'oral pendant la séance d'examen de l'affaire ;

#### ***Sur les faits :***

Considérant qu'il est porté à la connaissance du Président de l'Université, en juin 2025, la publication de propos à caractère racistes sur le réseau social X, anciennement twitter, par élève de l'ISM-IAE Monsieur \_\_\_\_\_ ;

Considérant que ces faits ont été signalés par une personne extérieure à l'établissement, ;

Considérant qu'à la suite de la publication, les coordonnées de l'ISM-IAE ont été publiées sur X, ce qui a contribué à intensifier les réactions ;

Considérant que la direction de l'ISM-IAE a répondu à l'auteur du signalement en exprimant leur ferme condamnation des propos en question ;

Considérant que l'étudiant ne s'affichait pas explicitement comme étudiant de l'UVSQ dans ses propos, mais il était néanmoins possible de l'identifier à l'aide de précédentes publications affichant son compte LinkedIn, sur lequel son lieu de formation était visible ;

Considérant que l'entreprise EDF dans laquelle l'étudiant faisait son apprentissage, une fois avertie des faits, a convoqué l'étudiant mi-juillet 2025 pour mettre fin à son contrat d'apprentissage, en le licenciant pour faute grave ;

Considérant les propos présents dans le dossier disciplinaire sont d'une particulière gravité, et peuvent faire l'objet d'une condamnation pénale ;

Considérant que l'étudiant a affirmé avoir, durant la formation de jugement, été exclu de l'ISM-IAE en amont de la saisine de la section disciplinaire sans toutefois pouvoir le prouver ;

Par ces motifs, et après en avoir délibéré, la décision a été prise au scrutin secret :

## **DÉCIDE**

### Article 1<sup>er</sup>

De sanctionner Monsieur \_\_\_\_\_ d'une exclusion définitive de l'UVSQ.

### Article 2

La présente décision sera affichée sans mention du nom et de la date de naissance de l'intéressé au sein de l'ISM-IAE, ainsi que sur le site internet de l'UVSQ.

### Article 3

La présente décision sera notifiée à Monsieur \_\_\_\_\_ à Monsieur le Président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et à Madame la Rectrice de région académique.

### Article 4

La présente décision est exécutoire à compter de sa notification. Conformément à l'article R.421-1 du code de Justice Administrative, un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de la présente décision peut être formé dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Versailles ou par l'application « Télérécourse citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), à compter de la notification de la présente décision.

Fait à Versailles, le 26 janvier 2026

Le Président de la section disciplinaire,  
Monsieur Stéphane Vinit

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a vertical line and a horizontal stroke.

Le secrétaire de séance,  
Lucien Kownacki

A handwritten signature in black ink, featuring a large, flowing 'L' followed by several horizontal strokes.